
1917

*Conforme au manuscrit
Publié sans les trois premiers
points le 17 (4) novembre 1917
dans la «Pravda» n° 180. Paru
pour la première fois en entier en
1932, dans les 2^e et 3^e éditions
des Œuvres de V. Lénine, t. XXX*

*Œuvres t. 26, pp. 288-290,
Paris-Moscou,*

Lénine

Résolution du comité central du P.O.S.D.(b)R. sur la question de l'opposition à l'intérieur du comité central

2 (15) novembre 1917

Le Comité central reconnaît à la séance d'aujourd'hui une importance historique ; aussi est-il indispensable de définir nettement les deux positions qui se sont manifestées ici.

1. Le Comité central reconnaît que l'opposition qui s'est formée au sein du Comité central s'écarte complètement de toutes les positions fondamentales du bolchévisme et de la lutte prolétarienne de classe en général, en répétant les propos non

marxistes sur l'impossibilité de la révolution socialiste en Russie, sur la nécessité de céder aux ultimatums et aux menaces de départ émanant d'une minorité notoire de l'organisation des Soviets, en sapant ainsi la volonté et la décision du Congrès des Soviets de Russie et en sabotant de cette façon la dictature naissante du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

2. Le Comité central impute à cette opposition toute la responsabilité du freinage du travail révolutionnaire et des hésitations criminelles à l'heure actuelle, l'invite à porter ses controverses et son scepticisme à la presse, après s'être mise à l'écart du travail pratique auquel elle ne croit pas. Car, dans cette opposition, à part la peur suscitée par la bourgeoisie et l'état d'esprit des éléments fatigués (et non révolutionnaires) de la population, il n'y a rien.

3. Le Comité central confirme qu'il n'est pas possible, sans trahir le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets, de répudier un gouvernement purement bolchévik, quand la majorité du IIe Congrès des Soviets de Russie a, sans exclure personne de ce Congrès, confié le pouvoir à ce gouvernement.

4. Le Comité central confirme qu'on ne peut pas, sans trahir le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, en venir à un marchandage mesquin pour que se rattachent aux Soviets des organisations qui ne sont pas du type des Soviets, c'est-à-dire des organisations qui ne sont pas des associations volontaires de l'avant-garde révolutionnaire des masses en lutte pour renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes.

5. Le Comité central confirme que céder aux ultimatums et aux menaces de la minorité des Soviets équivaut à renoncer définitivement non seulement au pouvoir des Soviets, mais encore à la démocratie, car de telles concessions équivalent à la crainte de la majorité d'user de sa majorité, équivalent à accepter l'anarchie et la reprise des ultimatums émis par n'importe quelle minorité.

6. Le Comité central confirme que sans exclure personne du IIe Congrès des Soviets de Russie, il est maintenant encore entièrement prêt à faire revenir ceux qui en sont sortis, et à reconnaître une coalition de ceux-ci dans les limites des Soviets ; il confirme que, par suite, les propos qui prétendent que les bolchéviks ne veulent partager le pouvoir avec personne, sont absolument faux.

7. Le Comité central confirme qu'à la date de la formation du gouvernement actuel, quelques heures avant sa formation, le Comité central a invité à sa séance trois représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche et leur a officiellement proposé de participer au gouvernement. Le refus des socialistes-révolutionnaires de gauche, bien que temporaire et conditionnel, fait retomber entièrement et exclusivement la responsabilité de l'échec d'un accord avec eux sur ces socialistes-révolutionnaires de gauche.

8. Le Comité central rappelle qu'une résolution déposée par la fraction bolchévique a été adoptée par le IIe Congrès des Soviets de Russie, exprimant la volonté de compléter le Soviet en y faisant entrer les soldats des tranchées et les paysans des localités, des villages ; que, par conséquent, sont absolument mensongères les affirmations selon lesquelles le gouvernement bolchévik serait hostile à une coalition avec les paysans. Au contraire, le Comité central déclare que la loi agraire de notre gouvernement, qui reproduit fidèlement le mandat impératif des socialistes-révolutionnaires, a prouvé en fait la volonté entière et tout à fait sincère des bolchéviks de réaliser une coalition avec l'énorme majorité de la population de la Russie.

9. Le Comité central confirme enfin que, en dépit de toutes les difficultés, la victoire du socialisme, tant en Russie qu'en Europe, ne sera assurée que par la poursuite constante de la politique du gouvernement actuel. Le Comité central déclare avoir une foi entière en la victoire de cette révolution socialiste et invite tous les sceptiques et tous les hésitants à abandonner toutes leurs hésitations et à soutenir de toute leur âme et de leur énergie sans réserve l'activité de ce gouvernement.

Lénine
